

Conditions générales de vente

Article 1 - Durée de validité des offres :

1-1 Sauf spécification autre, nos offres ne sont valables que durant une période de 30 jours calendriers. Nous ne sommes tenus par nos offres que si l'acceptation du Donneur d'ordre nous parvient dans ce délai.

1-2 Les modifications apportées à nos offres par le Donneur d'ordre ne sont valables que si elles sont acceptées par nous par écrit.

Article 2 – Application des conditions générales :

Comme mentionné expressément dans l'offre, le Donneur d'ordre est, par l'acceptation de l'offre, d'accord d'appliquer les présentes conditions générales d'entreprise de travaux qui sont substantielles pour l'exécution des travaux.

Article 3 – Facturation et paiement :

3-1 La facturation est établie comme suit : 1/3 à la commande – 1/3 avant le début des travaux – solde suivant l'état d'avancement du chantier. La TVA, autres taxes et charges, et leurs modifications, sont toujours à charge du Donneur d'ordre.

3-2 Nos factures sont payables dans les 15 jours de leur envoi, à défaut de quoi les montants dus porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure, intérêt au taux fixé par la loi du août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, calculé au prorata du nombre de jours de retard de paiement.

De même, les montants dus et non payés par le cocontractant à l'échéance sont majorés de plein droit et sans mise en demeure d'une indemnité forfaitaire de 10 % du montant restant dû avec un minimum de 125 €.

3-3 Si le Donneur d'ordre est un « consommateur » au sens de l'article I 1, 2° du Code de Droit économique, les factures sont payables dans les 15 jours de leur envoi. À défaut de paiement un premier rappel gratuit sera envoyé au donneur d'ordre par l'entrepreneur. En cas de non-paiement dans un délai de 14 jours calendriers à compter soit du 3ème jour ouvrable suivant l'envoi dudit premier rappel gratuit, soit du jour calendrier suivant celui où le rappel a été envoyé par voie électronique, les montants impayés seront augmentés :

1. D'un intérêt de retard calculé au taux fixé par la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, au prorata du nombre de jours de retard de paiement à compter du jour calendrier suivant la date de l'envoi du rappel gratuit au consommateur ;
2. Ainsi que d'une indemnité forfaitaire égal à :
 - Pour toute dette inférieure ou égale à 150 euros : 20 euros ;
 - Pour toute dette comprise entre 150,01 euros et 500 euros : 30 euros augmentés de 10% du montant restant dû sur la tranche comprise entre 150,01 et 500 euros
 - Pour toute dette supérieure à 500 euros : 65 euros augmentés de 5% du montant dû sur la tranche supérieure à 500 euros avec un maximum de 2000 euros.

Article 4 – Révision des prix :

Même en cas de forfait absolu, toute modification des salaires, charges sociales, prix des matériaux ou de leur transport, donnent lieu à une révision de prix à opérer lors de la facturation concernée des travaux exécutés selon la formule suivante :

$$p = P \times (0,40 \times s/S + 0,40 \times i2021/I2021 + 0,20)$$

"P" est le montant des travaux réalisés.

"p" ce montant révisé.

"S" est le salaire horaire moyen fixé par la Commission paritaire de la construction, en vigueur au 10ème jour précédant la remise de l'offre et majoré du pourcentage global des charges sociales et assurances admis à cette date par le SPF Economie.

"s" est ce salaire horaire, enregistré avant le commencement des travaux faisant l'objet de la demande de paiement partiel, majoré du pourcentage susmentionné admis lors de cette période.

"I2021" est l'indice mensuel fixé par la Commission de la Mercuriale des Matériaux de Construction, en vigueur le 10ème jour précédant la remise de l'offre.

"i2021" est ce même indice enregistré avant le commencement des travaux faisant l'objet de la demande de paiement partiel.

Article 5 – Changements de circonstances :

5-1 Si les conditions suivantes sont cumulativement remplies, une partie peut demander à l'autre partie de renégocier le contrat afin de rétablir l'équilibre contractuel initial ou de mettre fin au contrat :

1. un changement de circonstances rend l'exécution du contrat excessivement onéreuse de sorte que son exécution ne puisse plus raisonnablement être exigée ;

2. ce changement était imprévisible lors de la conclusion du contrat ;

3. ce changement n'est pas imputable au débiteur qui l'invoque ;

4. le débiteur n'a pas assumé ce risque.

Les Parties continuent à exécuter leurs obligations pendant la durée des renégociations.

Peuvent, entre autres et tenant compte des circonstances concrètes, être qualifiées de circonstances justifiant une renégociation :

- des conditions socio-économiques modifiées telles que des hausses de prix anormales et durables ou des problèmes généraux d'approvisionnement en matières premières, matériaux et énergie dus à une guerre, un embargo ou d'autres sanctions économiques internationales, une grève, une épidémie, une pandémie, une perturbation structurelle générale du marché, des changements importants dans les taux de change, ...

- une modification ou une nouveauté de la législation et/ou des règlements et/ou des avis contraignants des organismes officiels publiés et entrés en vigueur après la date de signature du contrat.

5-2 Dès qu'une partie a ou devrait avoir connaissance d'un changement de circonstances justifiant une renégociation du contrat, elle doit signaler ces faits par écrit à l'autre partie dans un délai de 10 jours ouvrables. Les parties s'engagent à entamer les renégociations dans les 10 jours ouvrables suivant l'envoi de la notification écrite et à les mener de bonne foi. Dans tous les cas, la partie qui demande les renégociations doit informer l'autre partie de l'impact concret des circonstances dès que possible.

5-3 Si la renégociation est rejetée ou échoue dans un délai raisonnable, les parties peuvent, par le biais d'un règlement alternatif des conflits, ou via le tribunal à la demande de l'une des parties, soit adapter le contrat pour le rendre conforme à ce que les parties auraient raisonnablement convenu au moment de la conclusion du contrat si elles avaient tenu compte du changement de circonstances, soit mettre fin à tout ou partie du contrat à une date qui ne peut être antérieure au changement de circonstances et selon les modalités déterminées par l'organe chargé du règlement alternatif des conflits ou par le tribunal.

Article 6 - Force majeure

6-1 Il y a force majeure en cas d'impossibilité non imputable à l'une des parties de respecter ses obligations. Dans ce cas, il peut être tenu compte du caractère imprévisible et inévitable de l'obstacle à l'exécution.

Les situations suivantes peuvent, entre autres, être considérées comme des cas de force majeure : toute situation indépendante de la volonté de l'une des parties, telle que l'incendie, les conflits du travail (grève), la pandémie, la guerre, la réquisition, l'embargo, les pénuries générales de transport, les restrictions ou les pénuries d'énergie, l'indisponibilité des matériaux et du matériel, dans la mesure où elles sont dues à un cas de force majeure tel que défini ci-dessus. En cas de force majeure définitive, les parties sont entièrement libérées de leurs obligations l'une envers l'autre et le contrat sera résolu.

En cas de force majeure temporaire, l'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de l'impossibilité temporaire, augmentée du temps nécessaire à la remise en route du chantier. Si la suspension se prolonge de manière déraisonnable par rapport au délai d'exécution prévu initialement, chaque partie a la possibilité de mettre fin au contrat, après une mise en demeure préalable qui est restée sans réponse 10 jours ouvrables après son envoi.

6-2 Dès qu'une partie a ou devrait avoir connaissance d'un cas de force majeure, elle doit en informer l'autre partie par écrit dans les 10 jours ouvrables.

Article 7 - Modifications et travaux supplémentaires

Toute modification ou tout travail supplémentaire commandé par le Donneur d'ordre ainsi que les conséquences y afférentes sur le prix et/ou sur le planning, nécessite l'accord préalable des deux Parties et peut être prouvé par toutes voies de droit.

Article 8 - Coordination de la sécurité

Sauf mention contraire, les mesures de sécurité imposées par le coordinateur de sécurité et non connues au moment de la remise de notre offre ne sont pas comprises dans le prix de celle-ci.

Article 9 – Jours ouvrables et délais de livraison / exécution

9-1 Quoique fixés en toute bonne foi, les délais de livraison du matériel par nos fournisseurs ne sont donnés qu'à titre indicatif et sans engagement de

notre part; le retard de fourniture ne peut en aucun cas justifier soit la résolution du marché, soit une demande de dommages-intérêts.

9-2 Sauf convention contraire expresse, les délais d'exécution sont fixés en jours ouvrables.

Ne sont pas considérés comme jours ouvrables: les samedis, les dimanches et les jours fériés légaux, les jours de vacances annuelles et de repos compensatoire ainsi que les jours pendant lesquels le travail a, ou aurait, par suite de conditions atmosphériques ou de leurs conséquences, été rendu impossible pendant 4 heures au moins.

9-3 Les retards dans l'exécution des travaux qui sont imputables à l'Entrepreneur donneront lieu au paiement d'une indemnité forfaitaire égale à :

- Pour des travaux d'un prix inférieur ou égale à 150 euros: 20 euros ;
- Pour des travaux d'un prix compris entre 150,01 euros et 500 euros: 30 euros augmentés de 10 % du prix des travaux sur la tranche comprise entre 150,01 et 500 euros ;
- Pour des travaux d'un prix supérieur à 500 euros: 65 euros augmentés de 5% du prix des travaux sur la tranche supérieure à 500 euros avec un maximum de 2.000 euros.

Cette indemnité n'est due que pour la période postérieure à l'envoi d'un premier rappel gratuit par le Donneur d'ordre à l'Entrepreneur et après l'expiration d'un délai de 14 jours calendriers augmentés de 3 jours ouvrables à partir de l'envoi de ce premier rappel susmentionné sauf en cas d'envoi d'un rappel par voie électronique.

Article 10 – Fin de contrat :

10-1 Rupture du contrat selon l'art. 1794 de l'ancien Code civil - Si le Donneur d'ordre renonce entièrement ou partiellement aux travaux convenus, il est tenu, conformément à l'art. 1794 ancien C. civ., de dédommager l'Entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et du bénéfice manqué, évalué forfaitairement à 20% du montant des travaux non exécutés, sans préjudice du droit de l'Entrepreneur à prouver son dommage réel dans l'hypothèse où celui-ci serait plus élevé.

10-2 Résiliation -La résiliation anticipée (article 5.90 al.2 C. civ.) n'est pas d'application au présent contrat.

10-3 En outre, l'acompte versé nous reste acquis à concurrence du montant des travaux déjà exécutés ou matériaux commandés.

Article 11 - Réception(s)

11-1 Sauf clause écrite contraire, la réception provisoire est effectuée dans les 15 jours suivant l'achèvement des travaux

Le Donneur d'ordre qui n'a transmis aucune remarque par envoi recommandé dans les 15 jours suivant l'achèvement des travaux, ceux-ci sont considérés comme acceptés et réceptionnés après l'expiration du délai de 15 jours suivant l'achèvement des travaux.

Les petites imperfections ou petites finitions inachevées dont la valeur est inférieure à 10% du montant total des travaux ne peuvent en aucun cas être invoquées pour refuser la réception provisoire. Le cas échéant, le Donneur d'ordre ne doit payer qu'à concurrence du montant des travaux acceptés et il sera remédié aux éventuels manquements.

11-2 La réception provisoire emporte l'agrément du Donneur d'ordre sur les travaux qui sont réceptionnés et couvre les vices apparents, pour autant qu'ils ne tombent pas sous le champ d'application des articles 1792 et 2270 de l'ancien Code civil (la responsabilité décennale).

De légères différences de couleur, de dimension ou de construction des matériaux, marchandises ou installations utilisés, pour autant que celles-ci soient, d'un point de vue technique, inévitables, généralement acceptées ou propres aux matériaux utilisés, ne sont pas considérées comme défauts de conformité ou vices apparents ou cachés, à moins qu'il soit expressément convenu que la construction, les dimensions, la couleur ou la conception constituent pour le Donneur d'ordre une part essentielle du contrat.

La date de la réception provisoire constitue le point de départ de la responsabilité décennale pour autant que toutes les conditions définissant la notion même de responsabilité décennale soient réunies.

11-3 Sauf clause écrite contraire, la réception définitive a lieu 1 an après la réception provisoire, sans autre formalité que l'expiration du délai, sauf si des remarques ont été transmises par le Donneur d'ordre par envoi recommandé avant l'expiration du délai.

Article 12 - Transfert des risques :

Le Donneur d'ordre doit veiller à ce que les matériaux, marchandises ou installations qui doivent être livrés par nous puissent être stockés en toute sécurité.

Pour autant que le Donneur d'ordre respecte l'obligation précitée, le transfert des risques visés par les articles 1788 et 1789 de l'ancien Code civil s'opère comme suit : dans le cas de travaux où les matériaux sont incorporés, au fur et à mesure de l'incorporation ou dans le cas d'une livraison, au fur et à mesure de la livraison.

Article 13 – Vérification des biens fournis :

Le Donneur d'ordre est tenu d'examiner la marchandise fournie et de nous signaler dans les sept jours de la signature du bon de livraison, les éventuels défauts apparents et discordances par rapport aux dispositions contractuelles et notamment la documentation technique qui lui a été remise.

Aucune marchandise ne sera ni reprise, ni échangée, sauf accord préalable de notre part.

Article 14 - Garanties :

Conformément aux articles 1649 bis à 1649 octies du Code civil, l'acheteur bénéficie de la garantie légale pour défaut de conformité qui existerait lors de la délivrance du bien et qui se manifesterait durant un délai de deux ans à compter de celle-ci.

La garantie sur les marchandises est celle qui est accordée par le constructeur, fabricant ou importateur. En cas de défectuosité, notre responsabilité se limite aux démarches nécessaires à l'application de cette garantie.

Le défaut est toutefois réputé inexistant si au moment de la conclusion du contrat, le consommateur connaissait ce défaut ou ne pouvait raisonnablement l'ignorer.

Le défaut de conformité invoqué doit nous être signifié par courrier recommandé adressé au plus tard dans les deux mois à dater du jour où le client avait ou aurait dû avoir connaissance du défaut de conformité.

Au-delà d'un délai de deux ans, notre responsabilité est limitée à la garantie des vices cachés de droit commun, telle que prévue par les articles 1641 à 1649 du Code civil. Le délai de dénonciation du vice invoqué est également de deux mois à dater de la découverte du vice.

Nos garanties ne couvrent pas des dommages dus à un montage effectué par un tiers et contraire aux règles de l'art / manuel remis par nos soins, un mauvais usage ou entretien inadéquat des biens par le client.

Article 15 - Réserve de propriété :

Les matériaux livrés dans le cadre de ce contrat demeurent, même après leur incorporation la propriété de l'Entrepreneur et le Donneur d'ordre n'en est que le détenteur jusqu'au paiement complet. L'Entrepreneur peut, après mise en demeure écrite préalable du Donneur d'ordre pour non-respect de son obligation de paiement, démonter et reprendre les matériaux, marchandises ou installations sans l'accord du Donneur d'ordre. Ce droit s'éteint et la propriété est transférée dès que le Donneur d'ordre a payé toutes ses dettes envers nous. En tout état de cause, les droits susmentionnés doivent être exercés de bonne foi.

Article 16 – Photos/Publications sur internet et réseaux sociaux :

Par l'acceptation des présentes conditions générales de vente, le maître d'ouvrage accepte que des photographies de son chantier soient réalisées à des fins commerciales. Ce faisant, l'entreprise veillera à ce que l'identité du maître d'ouvrage, ainsi que son adresse ne soient pas mentionnées. En cas de refus d'utilisation des photographies, le maître d'ouvrage devra le signaler explicitement par écrit à l'entreprise.

Article 17 – Traitement des données personnelles

16-1 L'Entrepreneur rassemble et traite les données à caractère personnel reçues de la part du Donneur d'ordre en vue de l'exécution du contrat, de la gestion des clients, de la comptabilité et d'activités de marketing direct. Les fondements juridiques du contrat, le respect des obligations légales et réglementaires et/ou l'intérêt légitime. Le responsable de traitement est SRL Farinelle – Rue des artisans n°1 à 6730 Tintigny.

16-2 Ces données à caractère personnel ne seront transmises à des personnes chargées du traitement, des destinataires et/ou des tiers que dans la mesure rendue indispensable aux finalités du traitement, telles que mentionnées ci-dessus. Le Donneur d'ordre est responsable de l'exactitude des données à caractère personnel qu'il transmet à l'Entrepreneur, et s'engage à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données vis-à-vis des personnes dont il a transmis à l'Entrepreneur les données à caractère personnel, ainsi qu'en ce qui concerne toutes les éventuelles données à caractère personnel qu'il recevrait de la part de l'Entrepreneur et de ses collaborateurs.

15-3 Le Donneur d'ordre confirme qu'il a été suffisamment informé quant au traitement de ses données à caractère personnel et à ses droits en matière d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition.

Article 18 – Facturation travaux en régie et intervention service après-vente :

Pour les travaux réalisés en régie et les interventions service après-vente, l'unité minimale de facturation de la main d'œuvre est 1 heure. Au-delà de cette première heure, toute demi-heure entamée est facturée.

Article 19 – Litiges :

En cas de litige concernant la validité, l'exécution ou l'interprétation de ce contrat, les tribunaux de l'arrondissement d'Arlon sont seuls compétents.